



Dans une note du 26 octobre sur mon blog, je faisais référence à la réforme des collectivités locales impulsée par le Gouvernement. J'y donnais des arguments visant à démontrer en quoi ce projet de réforme est en réalité une véritable casse du service public local. Il s'intègre dans une logique plus globale, dans laquelle on retrouve la suppression de la Taxe Professionnelle ou le projet du "Grand Paris". Il s'agit en réalité de s'adapter aux normes européennes contenues dans le funeste Traité de Lisbonne. Sous couvert de réduction des coûts et de simplification de fonctionnement, on en arrive plutôt à une réduction de la démocratie et à une simplification des moyens d'action des élus locaux.

Je m'explique. Réduction de la démocratie, car le nouveau mode de scrutin à 1 tour, favorisera grandement le bipartisme et privera une bonne partie des Français de leurs choix de vote. Voilà qui ne devrait guère les inciter à retourner aux urnes, au-delà du débat politique qui sera réduit à la portion congrue. Simplification des moyens d'action, car depuis des années l'Etat se défait sur les collectivités locales en terme de compétences. Mais pas en terme financiers, bien au contraire. Faire plus avec moins, c'est un peu le "travailler plus pour gagner moins" des élus locaux... On peut le présenter dans tous les sens, faire toutes les réformes du monde, le résultat est toujours le même : moins de services publics. Remarquez, c'est en cohérence avec la politique nationale du Gouvernement et les prescriptions européennes comprises dans le Traité de Lisbonne.



y a bien d'autres raisons de s'opposer à cette réforme. Elles sont contenues dans la brochure que je vous mets [en lien](#).

Le débat législatif autour du projet de loi commençait aujourd'hui à 14h30 au Sénat ; une manifestation était donc organisée devant le Sénat pour protester contre ce projet, qui est très loin de faire l'unanimité. Même des élus locaux de la majorité présidentielle s'y opposent. On se souvient de la bronca essuyée par François Fillon, le Premier Ministre, à l'occasion du congrès des Maires et président d'inter-communalité de France. Nicolas Sarkozy s'était fort opportunément fait porter pâle lors de cette réunion, alors qu'il avait déclaré en 2008 dans ces mêmes rencontres qu'il lui semblait normal qu'il y participe chaque année. C'est dire si le Président et son gouvernement ne sont pas à l'aise avec cette réforme.

Je suis donc allé à ce rassemblement qui a souligné notre attachement à nos communes, à nos départements, à nos régions, à leur libre administration et aux services publics qu'ils développent dans le cadre de la République Française.